FRC 1. f 5833

OBSERVATIONS

SUR LES FINANCES,

A L'ASSEMBLÉE,

PAR M. DE CALONNE.

Prix 1 *liv.* 4 *sols.*

5833

Case
Folio
FRC
26568

A LONDRES,

Et se trouve à PARIS,

Chez CHALON, Imprimeur, rue du Théatre Français;

Chez SALMON, Marchand papetier, rue Dauphine;

Chez DENNE, Libraire au Palais-Royal, passage du Perron.

Et au Bureau des Révolutions de France et de Brabant, rue de Seine, fauxbourg Saint-Germain, n.° 115.

1790.

THE NEWBERRY LIBRARY

A LONDRES,

Chez Ouizon, Imprimeur, rue du Temple Lamplois;

Chez Sarrhon, Marchand d'estampes, rue d'Anglure;

Chez [illegible], Libraire au Jardin-Royal, Passage de Flore

[illegible] Imprimerie de [illegible], rue [illegible]

[illegible], Boulevard Saint-Germain, n°. 112.

1790.

AVANT-PROPOS.

Si la calomnie la plus outrageante m'a privée de l'estime de mes concitoyens, du moins ai-je la consolation (si toutefois c'en est une) de voir l'Europe entière revenue de la fausse opinion qu'elle avoit conçue de ces lâches ambitieux, qui n'ont su éblouir que par des mots et des problêmes, qu'il n'étoit permis qu'à eux d'avancer, et dont le génie étroit s'est égaré en cherchant à les résoudre.

O ma patrie ! vous dont les vertus forcent le monde entier à l'estime et à l'admiration, vous pour qui il me plaît encore d'employer mes plus précieux instans, croyez qu'il viendra ce jour heureux, où vos esprits rendus au calme, qu'une multitude de révolutions aussi étonnantes qu'admirables leurs avoit enlevé, seront forcés de convenir, que mes malheurs ne sont que l'effet de l'erreur et du mensonge; pourquoi m'avoir jugé sans m'avoir entendu? étois-je coupable pour être accusé? est-ce ainsi que devoit se conduire une nation aussi sage qu'éclairée? Un jugement précipité nous expose toujours aux regrets, d'avoir puni un innocent, et couvert de lauriers les fausses vertus du charlatanisme.

Mon but n'est point d'attaquer le personnel de M. Necker. Ses actions comme particulier ne pouvant en rien influer sur l'état; ce seroit vouloir me venger de la basse calomnie, dont tous ses écrits sont remplis, toutes les fois quil a été question de parler de mon administration.

Mais aujourd'hui que vous reste-t-il de la haute opinion que vous aviez conçue de ce ministre ? où est l'effet des

louanges, que vous lui avez prodiguées, pour vous avoir seulement promis de les mériter?

Il est vrai qu'il eût fallu connoître l'homme comme moi pour ne pas donner dans le piége; il a su toujours si bien parler de sa personne: et qui auroit pu penser qu'un être raisonnable eût osé se charger des rênes du gouvernement, s'il n'eût eu aucuns moyens de remédier aux maux qui existoient? Il a bien fait plus encore, après avoir commis autant de fautes ministérielles, qu'il a passé de jours jusqu'au moment où il s'étoit retiré, il a osé revenir quoique convaincu de l'insuffisance de ses moyens, et du peu d'utilité qu'il pouvoit être à l'Assemblée; mais aujourd'hui qu'il se voit accablé de reproches, il vous oppose sa conscience; est-ce ainsi que doit répondre un ministre, lorsqu'il a besoin de preuves ostensibles, sans lesquelles il doit s'avouer coupable, ou justement soupçonné. Comme ministre, il m'a accusé, il en a imposé; comme citoyen, je l'accuse aujourd'hui, qu'il réponde.

Je ne répéterai pas ce que j'ai déjà dit dans ma dernière lettre au Roi, l'événement n'a que trop justifié mes prédictions; mais devoit-il oublier, que l'embarras des finances ayant été la seule cause de l'assemblée des Etats-Généraux; il étoit du devoir du ministre, de présenter un état de l'*actif* et du *passif*, qui joint aux moyens d'économie, d'augmentation de revenus, tant par l'impôt sur les biens de la noblesse, que ceux du clergé, auroit fait voir au public la possibilité d'une balance; sans laquelle la confiance absolument perdue, comme elle l'est aujourd'hui, le numéraire seroit soustrait de la circulatisn, et toutes es-

pèces d'opérations ayant été suspendues, les trois quarts du royaume ont été forcés de vivre sur leurs capitaux ; alors le nombre des contribuables a dû nécessairemsnt diminuer et par même raison celui des sujets indigens a dû s'accroître à l'infini.

Mais bien loin de porter les esprits à la tranquillité et à la confiance, il ne s'est jamais présenté à l'Assemblée que pour effrayer sur l'embarras où se trouvoit le trésor royal, sans donner des moyens d'y pourvoir, et s'il en a donné, ce n'a été que des moyens désastreux, qui ne tendoient qu'à un accroissement de déficit ; jouissant de l'estime générale, ou pour mieux dire d'une confiance aveugle, devoit-il laisser abattre le crédit ? Secouru par l'Assemblée Nationale, devoit-il manquer de ressources pour suppléer aux défauts de recette, et au vuide des dépenses extraordinaires ? Qu'on se rappelle l'instant où il est rentré au ministère, avant même d'avoir entendu son opinion sur le sort de la dette, les effets s'étoient pour ainsi dire rapprochés du pair ; on attendoit de lui ce qu'il savoit ne pouvoir exécuter ; sans doute qu'il croyoit encore éblouir par ses raisonnemens captieux ; mais aujourd'hui que le bandeau s'est levé, le charme de l'erreur a cessé, et on ne voit plus dans ce ministre, que l'être le moins en état de conduire une administration aussi embarassante, que l'est celle de la France.

Qui plus que mois connoissoit l'embarras du trésor royal, lorsque je fis part à Sa Majesté de la nécessité de convoquer les Etats-Généraux ? C'étoit alors qu'il falloit en accélérer la tenue ; que de maux on auroit évité ! la balance seroit sans doute rétablie, et le déficit ne se seroit pas accumulé

par des dépenses extraordinaires, que le défaut de confiance et un tems perdu en des discussions inutiles ont nécessairement occasionnées; mais par une fatalité attachée à mon sort, au moment où j'allois opérer le salut de la nation, des ambitieux me taxent d'inconduite; on m'accuse d'être auteur du déficit du trésor royal; on crie partout: *tolle*, *tolle*, on ne veut plus rien entendre, et dans un seul jour je me vois réduit à la dure nécessité de fuir, n'emportant avec moi que l'amour de ma patrie, et le desir de lui être utile, et n'ayant pour crime que celui d'être lâchement accusé.

Lorsque je fis assembler les notables, je n'étois pas encore dépourvu de ressources, et par une infinité de moyens il m'eût été facile de remplir le déficit de chaque année; d'ailleurs avois-je jamais laissé souffrir le crédit public? Mais affligé de la situation des affaires et de leurs suites fâcheuses, je n'avois que trop à cœur le prompt remède qu'il falloit y apporter, avant d'attendre que le mal fût devenu incurable.

Fatigué par des sollicitations et des demandes continuelles, le trésor royal étoit la proie d'une infinité de courtisans avides, qui, enhardis par la trop grande bonté du Roi, mettoient chaque jour les ministres dans l'alternative, ou de céder à leurs demandes, ou de se voir remplacer, et par suite les victimes des plus atroces calomnies; on ne pouvoit mieux comparer un ministre des finances, avant la révolution, qu'à un arbre couvert de chenilles, que ces vils insectes ne quittent qu'après l'avoir entièrement rongé.

Il y avoit long-tems que je l'aurois quittée cette malheu-

reuse place qui chaque jour est le sujet de mes peines les plus amères, si je n'eusse été dominé par le desir de réparer le désordre des finances, et si j'eusse douté un instant de l'efficacité des moyens que j'avois à proposer; enfin le sort a voulu qu'il fût porté à son comble; ne croyez point que je veuille effrayer en assurant que jamais le mal n'a été si éminent qu'il l'est aujourd'hui, et que chaque jour ajoute au dégré de difficulté, qu'il y aura à rétablir la balance et les pertes du commerce.

Quoique je n'aie jamais compté sur les lumières de M. Necker, j'avois cependant espoir au comité de l'Assemblée; mais soit qu'il ait été mal servi dans les renseignemens qui lui étoient nécessaires, soit qu'enfin le défaut d'expériences et de connoissances dans une matière qui jusqu'alors lui étoit étrangère, ayent été la cause, et des lenteurs qu'il a apportées, et des moyens désastreux qu'il a fait adopter, le mal n'en existe pas moins; et ce qui me surprend encore davantage, c'est qu'on ne voit point les suites fâcheuses, que de telles opérations vont occasionner à la France entière.

Je tremble qu'en vous donnant mes moyens, ce soit pour vous un motif suffisant pour ne les pas mettre à exécution; suspendez la mauvaise opinion que vous avez encore de ma personne, et ne voyez dans mes écrits que les lumières d'un homme qui n'a rien négligé pour sauver sa patrie des dangers qui la menacent. J'ai long-tems hésité par la seule raison, qu'ayant perdu votre confiance, vous ne me soupçonniez de vous tendre des piéges; connoissez mieux mon cœur, il n'a jamais eu l'intention de vous nuire; et si les circonstances m'ont rendu coupable à vos yeux, ne seroit-

ce pas un crime que j'ajouterois de plus à ma honte, puisque convaincu de l'efficacité de mes moyens pour rétablir les finances, et donner l'énergie dont a besoin l'administration entiére, j'insistois un instant à les présenter à l'examen de vos dignes représentans.

OBSERVATIONS
DE M. DE CALONNE,
SUR LES FINANCES.

A L'ASSEMBLÉE.

MESSIEURS,

JE ne vous donnerai point mon avis sur ce qui regarde la constitution et les loix ; la sagesse de vos décrets, les lumières qui naissent comme d'elles-mêmes dans vos différentes discussions, le zèle enfin que vous mettez à la chose commune, ne permet pas de penser qu'il eût été possible de faire un choix plus heureux ; mais aucun de vous, jusqu'au moment où il a été élu représentant de la nation, ne s'étoit occupé le l'administration des finances, cette branche absolument étrangère à vos connoissances, en exige de particulières et de très-étendues, un plan qui favoriseroit une partie de cette administration et qui seroit nuisible aux autres, nécessairement devient défectueux ; et ne croyez pas avoir atteint au but lorsque vous serez parvenus à combler le déficit de la dette, et que vous aurez rétablis des impôts pour subvenir aux besoins annuels du trésor national ; il faut encore donner les moyens à chaque individu de les payer. Un laboureur ne

pense jamais à recueillir avant d'avoir semé, et ne doit sattendre qu'à une foible récolte, s'il a épargné à ses terres tous les soins sans lesquelles elles deviendroient stériles : la simplicité de cette comparaison est l'image sensible de l'administration.

Les revenus de la France ne consistent pas seulement dans ses produits territoriaux; le commerce et l'industrie fournissent encore à l'existence d'une grande partie de ses habitans; ce n'est qu'en donnant de l'énergie à ces deux branches, qui depuis quelques années ont été en quelque sorte anéanties, que vous verrez renaître l'abondance et l'harmonie dans l'ordre social.

Les fortunes considérables que les malheureuses circonstances ont accumulées dans les mêmes mains, ont établis entre le trésor royal, le commerce et l'industrie, une puissance si forte qu'il leur est impossible de soutenir les secours usuraires qu'ils en reçoivent, aussi votre commerce se diminue tous les jours, et la classe industrieuse des citoyens qui n'existoient que par son activité, se trouve ajourd'hui dans la plus affreuse indigence, et cette calamité augmente chaque jour d'une progression qui doit vous effrayer.

Quoiqu'éloigné du lieu de vos travaux, j'ai suivi exactement toutes vos opérations; je les ai même réfléchies et dans leurs principes et dans leurs conséquences; (je ne parle que de celles en finances, ou qui y ont rapport) et je crois devoir soumettre, Messieurs, à vos observations qu'il ne suffit pas de s'occuper de la dette publique au détriment de la classe productive. La majeure partie de celle créancière est oiseuse; je crois qu'un remboursement trop prompt de la dette exigible, non-seulement vous priveroit des capitaux dont a besoin l'industrie et le commerce, mais encore mettroit entre les mains des créanciers de l'état des sommes immenses dont ils abuseroient, comme ils ont déjà fait depuis long-tems.

Que la rareté du numéraire de l'instant, et la gêne que cela

cela met dans les affaires ne vous effraie point ; ce n'est que l'effet de l'opinion que le résultat inconnu de vos opérations rend chancelante ; il existe assez d'espèces en France, le tout est de prendre les moyens de les faire circuler ; mais évitez les remèdes violens, une trop grande quantité de valeurs fictives, détruiroit infailliblement l'équilibre qui doit exister entre l'espèce et les marchandises de tout genre ; l'expérience nous a toujours démontré que la valeur du numéraire a diminué chaque fois qu'il s'est multiplié ; et jamais il n'a éprouvé de plus violentes secousses, qu'aux époques de création de papier-monnoie ; 400 millions de plus en circulation approchent beaucoup la masse des besoins en France, dans un tems tranquille, et dans un moment d'orage comme celui-ci, le numéraire fictif est toujours au détriment du nécessiteux, et en général du commerce.

L'argent seul a un prix qui ne dépend point des événemens, et que toutes les nations sont obligées de porter à une égalité de valeur respective ; au lieu que le papier-monnoie, quelqu'en soit le gage, sera toujours dépendant des opinions et des circonstances ; ce n'est pas que je veuille l'exclure de vos opérations ; je dis plus, que la position actuelle des affaires en rend l'usage indispensable ; mais il est des moyens de l'administrer, sans lesquels il causeroit la ruine d'une grande partie de l'état.

La liberté qui doit exister dans l'échange des marchandises de tout genre avec l'espèce réelle, ne doit admettre l'usage de celle fictive, ou représentative, que comme auxiliaire, et son étendue doit être calculée sur la masse des besoins du commerce et de l'industrie ; et ce n'est que sous ce point de vue qu'elle conservera la valeur du numéraire effectif ; mais tant que le sort des affaires sera enveloppé dans le cahos de l'incertitude, que l'opinion générale n'aura pas de point fixe, et qu'on jettera au hasard dans la circulation des sommes immenses de papier, sans savoir s'il n'excède pas la quantité des besoins, alors l'équilibre de toutes les opérations en général se trouvera renversé,

et ce ne sera plus qu'un désordre, dont les suites seront dans le cas de renverser le gouvernement. Et voilà ce qui arrive toutes les fois qu'on adopte une opération qui enveloppe toutes les classes des citoyens, avant d'avoir examiné si elle peut concourir au bien de toutes.

J'ai longtems cherché le moyen de détruire l'usure, fléau qui presque toujours a accablé en France le trésor royal, le commerce et l'industrie; mais l'expérience m'a démontré qu'il seroit impossible d'y parvenir, tant que le gouvernement seroit forcé d'avoir recours aux emprunts, et qu'il n'auroit pas en sa disposition libre des capitaux assez forts pour subvenir aux besoins du commerce et de l'industrie, de manière à fixer invariablement le taux de l'intérêt de l'argent; sans quoi toutes sortes d'entreprises, non-seulement sont d'une difficulté très-grande; mais encore deviennent presque toujours onéreuses; aussi tout plan d'administration qui ne produira pas cet effet, doit être inadmissible; d'ailleurs l'énormité des charges de l'état doit faire sentir la nécessité d'une opération productive au gouvernement, et utile à toutes ses branches.

Votre peu d'expérience en finances et en administration, vous ayant laissé abbatre devant l'abime que présentoit la dette publique, au lieu d'en connoître la profondeur pour pouvoir le combler, effrayés encore d'avantage par le tocsin que sonnoit le ministre des finances, chaque fois qu'il se présentoit à l'assemblée, vous avez adopté des moyens, que d'abord vous regardiez comme la fin de tout embarras; et cependant le tems vous a démontré que la confiance étant la base et le principe de toutes les opérations, c'étoit une faute en administration de se fonder sur le crédit, quand tout devoit inspirer la défiance. Pourquoi avoir différé de présenter à la nation un apperçu de la dette opposée aux ressources; il faudra toujours en venir là; alors vous aurez fini par où il falloit commencer, et ce retard aura certainement ôté les ressources de l'industrie et produit les plus funestes effets.

A la vue de l'énormité de la dette, embarrassés par celle exigible, et plus encore des circonstances dont il falloit sortir, votre première idée se porta à vous servir de la toison dont vous veniez de dépouiller le clergé ; vous décrétâtes donc qu'on procéderoit à la vente des 400 millions de ces biens nationaux ; et en attendant qu'elle pût s'effectuer, la valeur en seroit représentée par un papier-monnoie ou assignats : mais au lieu d'établir sur le champ une caisse de service extaordinaire, qui auroit pu vous conduire à la fin de vos travaux ; ce qu'on auroit autrefois regardé comme le *nec plus ultrà* des ressources, vous a à peine servi quelques mois, et vous touchez au moment d'user une seconde fois du même remède : il est à présumer que si l'ouvrage de la constitution vous conduit à un tems encore plus reculé, vous aurez bientôt absorbé l'unique ressource qui restoit pour combler le déficit des finances ; joignez à cela les ravages que fait le défaut de confiance, et combien il réduit à la misère la plus affreuse une infinité de citoyens, par les opérations qui se trouvent suspendues ; et qui mettent tous les travaux dans l'inaction.

Avant de faire connoître le résultat des ressources que présentent les biens du clergé, déduction faite de ses charges ; le plan du comité des finances est, dit-on, de procéder à la liquidation de la dette exigible, et de la rembourser sur le produit de la vente successive de ces mêmes biens, et afin de se soustraire à l'énormité des intérêts que cette partie de la dette entraîne ; il propose à l'Assemblée de l'échanger contre un papier-monnoie, dont l'extinction se fera par l'acquisition des biens nationaux.

Ce projet, qui par un tour de force, paroît vous débarrasser du fardeau de la dette exigible, et qui malheureusement flatte la majorité, expose à des dangers dont la plupart sont inévitables, présente les plus grandes difficultés dans son exécution, entraînera indubitablement la ruine d'une grande partie des citoyens, pour ne pas dire du Royaume entier, est in-

juste, soit envers ceux qu'il rembourse, soit envers les autres créanciers de l'état ; je m'explique.

En matière d'administration, l'expérience l'a souvent emporté sur le raisonnement : ce dernier a l'avantage de séduire au premier instant ; mais toujours l'expérience vient à bout de détruire le charme du sophisme, qu'il est difficile de distinguer de la vérité, puisqu'assez ordinairement il enemprunte le langage.

Que par d'éloquens discours on fasse voir dans tout son jour l'embarras des finances, que sacrifiant l'avenir au présent, et que sans réfléchir aux suites d'une opération, on la propose pour remède comme une des merveilles de l'imagination, parce qu'elle enveloppe d'une manière simple l'objet qui embarrasse ; je dirai toujours, défiez-vous du savant orateur, comparez le passé au présent et vous vous déciderez sur l'avenir.

L'impossibilité de classer dans un court espace de tems, au-au-delà de deux milliards de biens-fonds, acquisitions qu'il conviendra à très-peu de personnes de faire, va laisser en circulation une immensité de papier-monnoie, qui excédant la masse des besoins du commerce et de la consommation, renversera, comme je l'ai déjà dit, l'équilibre entre l'espèce et toutes sortes de marchandises, et ouvrira un vaste champ à l'agiotage et à l'usure : ce papier qui dans les paiemens forcés ne différera en rien de l'espèce réelle pour la valeur, ceux à qui l'acquisition des biens nationaux ne conviendra point, auront le plus grand soin de s'en défaire, et de ne pas les accepter dans les paiemens libres, d'où je conclus que la différence qui nécessairement existera entre l'espèce réelle et ce papier-monnoie, dans les marchés libres, mettra chaque jour les consommateurs de tout genre, dans la dure nécessité de faire des sacrifices énormes, et j'ose assurer qu'un pareil désordre peut-être cause d'une infinité de malheurs.

L'impossibilité de se procurer des espèces sans se soumettre

au sacrifice d'intérêts inouis, loin de donner une nouvelle énergie au comerce et à l'industrie, seul domaine des citoyens sans fortune, va achever de porter le dernier coup à cette branche, qui depuis plusieurs années est accablée de pertes continuelles, et qui ne se soutient dans ce moment que par l'espoir d'un tems plus heureux; perdant par-là l'unique moyen de rétablir la balance avec l'étranger, la quantité d'intérêts que vous lui payez, aura bientôt soustrait de la France le numéraire qui y reste.

Le projet de rembourser la dette exigible par la vente des domaines nationaux, est injuste envers ceux qui reçoivent le remboursement, puisqu'il les met dans la nécessité d'acquérir des biens-fonds; mais convient-il à tout le monde d'acquérir? Le négociant, l'industrieux, ceux en général qui n'ont qu'une modique fortune, croyez vous qu'un revenu de deux et demi pour cent que produisent les biens nationaux, les dédommageront de leur spéculations, et leur suffiront pour subvenir aux besoins de leur famille? En général toute opération forcée n'est jamais équitable.

Tous les créanciers de l'Etat ont le même droit à ses revenus et à ses domaines; les biens du clergé, dès-lors qu'ils appartiennent à la nation, deviennent à tous leurs garans: pourquoi, au détriment de la dette constituée, voulez-vous rembourser celle exigible, et par-là priver les premiers du droit qu'ils ont à la chose? On ne répond jamais des événemens à venir; et s'il arrivoit que faute de ressources, et après des dépenses occasionnées par des circonstances imprévues, l'Etat devînt insolvable, cette classe de créanciers n'auroit-il pas à vous reprocher l'injustice que vous commettez aujourd'hui à leur égard.

Enfin, Messieurs, méfiez-vous d'un projet téméraire, qui ne vous flatte que parce qu'il a de l'étendue, et qui au fond n'offre d'un côté que des hasards, et de l'autre une ruine certaine pour la classe industrieuse, qui est sans contredit la plus

à ménager, puisqu'elle fournit à la subsistance de la moitié de la France ; la gêne qu'elle éprouve depuis quelques années, doit assez vous prévenir qu'elle a besoin de secours.

N'y auroit-il pas d'autres moyens de sortir de la crise où vous êtes ? Ne vous hâtez point de porter une décision sur une matière aussi délicate, dont il est impossible de prévoir les suites, et encore moins de les calculer. Comparez les opérations précédentes avec les effets qu'elles ont produit ; jugez par comparaison d'une moindre à une plus grande ; considérez que de toutes les questions qui se sont présentées à votre discussion, il n'en est pas de plus importantes et de plus difficiles, puisque rien ne vous garantit des événemens qu'elle entraîne, échouer avec les ressources que vous avez dans les mains, ce seroit selon moi, verser en beau chemin ; et ne seroit-ce pas en effet échouer, lorsque tirant le plus mauvais parti des biens nationaux, cette opération causeroit la ruine l'Etat ? Ne vous arrêtez point aux difficultés que vous opposent plusieurs d'entre vous, lorsqu'ils disent que l'honneur et la justice ; pressent également la nation de s'acquitter incessamment de la dette exigible, ils vous induisent en erreur ; car en suivant ce qu'ils proposent, loin de satisfaire à cet honneur et à cette justice, vous vous en écarterez plus que jamais. Rétablissez les effets au pair, par le niveau entre la recette et la dépense ; opérez chaque année par le superflu de vos revenus des remboursemens ; que la décroissance des intérêts qui en est la suite, les fassent augmenter graduellement ; ayez pour les dépenses imprévues ou extraordinaires, tels qu'une guerre et autres, un fonds de revenus intact, et toujours disponible ; alors vous verrez, par la facilité qu'aura chaque porteur de vos effets de les négocier au pair, que ce moyen équivaudra bien à un vrai remboursement, au lieu de se servir d'un projet insensé, qui n'observe aucunes mesures et qui innondant la France d'un déluge de papier, augmente le numéraire de plus de moitié, et renverse par là même tout

équilibre. Il faut bien peu connoître les bases de l'administration, pour proposer une semblable opération.

Sans désapprouver le décret qui établit 400 millions de papier-monnoie, sur la vente de pareille somme de biens nationaux, ne seroit-il pas à propos de se défaire par préférence de la partie de ces biens qui n'ont aucun produit réel, et je crois que la quantité de ceux de cette nature, suffiroit pour remplir les 400 millions d'assignats déjà en circulation ; il seroit même avantageux de ne point en précipiter la vente : on gagne davantage en attendant l'acquéreur venir, qu'en allant le solliciter pour acquérir. Que la crainte des réclamations dn clergé ne vous empêche pas de tirer tout le parti possible du bien dont vous vous êtes justement emparé. J'ai souvent agité cette question pendant mon administration, et les difficultés seules m'ont arrêtées ; mais aujourd'hui que cette grande besogne est faite, n'en craignez jamais l'effet rétroactif ; toute la France gémissoit assez de voir de si grands biens dans les mains de gens inutiles, pour être tentée de les leur rendre : ce qui est bien pris, sera bien gardé.

Sans l'expérience que j'ai acquis dans les affaires publiques, j'aurois peut-être pensé comme ceux qui vous proposent ce moyen de remboursement ; la première idée en est flatteuse par son étendue ; mais on se défie toujours des inventions nouvelles et systêmatiques, sur-tout quand elles exposent à tant d'inconvéniens, et qu'elles ne sont appuyées sur aucunes bases certaines.

Convaincu, Messieurs, de la position critique où sont les finances, allarmé du remède dangereux que vous voulez y apporter, quelque soit l'effet de ma démarche, je me crois obligé de vous soumettre les moyens dont je me serois servi pour les rétablir, si les circonstances m'eussent maintenus dans l'administration ; vous n'y trouverez aucune difficulté dans l'exécution ; et loin de blesser les intérêts des différentes classes de citoyens, ce plan d'administration leur donnera à toutes

l'énergie dont elles sont susceptibles : il doit d'autant mieux vous satisfaire, qu'il détruit impérieusement l'usure et l'agiotage.

Un avis plus tard vous deviendroit inutile. Mais puisqu'il est encore tems, j'ose vous assurer, Messieurs, que s'il arrivoit que ce plan ne vous convienne point, l'année sera plus que suffisante, pour vous faire connoître la faute que vous aurez commise.

Quelque soit la mauvaise opinion que vous ayez conçu de ma personne, soyez assurés qu'aucun intérêt ne m'a guidé dans cette démarche, que l'amour seul m'y a déterminé ; et si le bonheur de la France entière pouvoit en être le succès, je ne saurois vous le cacher, Messieurs, ma satisfaction seroit à son comble.

PROJET

D'ADMINISTRATION DES FINANCES

ET DE BANQUE NATIONALE.

Le premier de vos décrets en finances ayant été de reconnoître la dette publique, aucune nécessité ne vous rendroit excusable de manquer à vos engagemens, ni directement, ni indirectement; et ce seroit véritablement y manquer, que de procurer aux créanciers de la Nation un remboursement forcé, dont aucun profit pour l'état ne compenseroit les pernicieux effets que cela causeroit à différentes classes des citoyens.

Lorsqu'un gouvernement est endetté comme l'est celui de la France, la base de la tranquillité publique doit être posée sur le crédit et la confiance, sans quoi on doit s'attendre à à voir l'ordre social renversé; mais pour opérer ce crédit et cette confiance, et l'harmonie dans toutes les différentes classes du gouvernement, il est de nécessité indispensable que par les nouveaux arrangemens, chaque individu conçoive que rien ne sera dans le cas d'écarter les effets publics du pair. Il faut donc établir une caisse d'amortissement, dont rien ne pourra suspendre les effets, et dont le mouvement régulier et progressif, ne laissera aucun doute sur la certitude d'une liquidation graduelle.

Les entreprises en France, ayant toujours eté contrariées par la difficulté de se procurer des fonds, même à des intérêts immodérés, les dangers auxquels s'exposoient les emprunteurs, en ne pouvant tenir leurs engagemens à des époques prises, et la crainte de tomber en ce cas dans des mains sévères; tous ces motifs ont souvent empêchés, une infinité d'entreprises

qui auroient donné de l'éclat aux commerce, et en général à toutes les branches actives : le gouvernement lui-même n'a-t-il pas toujours été exposé aux loix des usuriers, et cela ne seroit pas arrivé si au lieu de détruire la force des capitalistes, on ne leur eût pas donné de nouveaux moyens par l'établissement de la caisse d'escompte, qui n'a servi qu'à favoriser l'usure et l'agiotage ; je l'ai toujorus regardée comme le centre de la puissance intermédiaire qui existoit entre le trésor royal et toutes les branches de commerce et d'industrie ; quant à l'agiotage, il deviendra nul, lorsque les effets n'éprouveront ni hausse ni baisse, et que la confiance aura un point fixé. L'intérêt de l'argent seroit toujours restreint dans les bornes de la loi, si le trésor national pouvoit avoir à sa disposition des capitaux suffisans pour subvenir aux besoins de toutes les branches de l'administration.

D'où je conclus la nécessité d'établir, sous la direction de la nation, une banque nationale, qui réunissant en elle-même toutes les forces pécuniaires, n'éprouvera jamais la loi des nécessités, et pourra économiquement verser dans les classes de la société, les secours qui seront nécessaires pour que l'ordre et l'abondance y règne toujours.

En remboursant, par la vente des biens du clergé, la dette exigible, c'est abandonner le gouvernail du vaisseau : pouvez-vous d'après cela répondre des écarts qu'il fera certainement ?

La quantité de papier-monnoie que les circonstances exigent que vous mettiez en circulation, demande la précaution de n'en répandre, qu'en raison des besoins, et comment pouvez-vous les calculer si vous faite une opération forcée et hazardeuse ?

Le trésor royal ayant toujours été la source d'où s'écoulent toutes les eaux, tant qu'il n'en sortira que du papier, jamais l'argent ne rentrera dans la circulation, et ce papier sera sans cesse exposé à perdre l'équilibre et sa valeur conventionnelle, toutes les fois que les événemens et les circonstances pourront

altérer la confiance ; au lieu qu'étant dominé par une quantité d'argent également au pouvoir de la nation, la navette aura toujours son effet, et le papier que le besoin aura mis en circulation, l'inutilité l'en fera également sortir.

Lorsque des circonstances imprévues, mettent dans la nécessité prompte de faire des dépenses extraordinaires, n'est-il pas prudent d'avoir des sommes disponibles sur l'instant ; et par ce moyen ne donnant aucune atteinte au crédit, les esprits tranquillisés à la vue de cette grande roue, dont rien ne pourra déranger le mouvement, leur confiance sera inébranlable, et chaque individu trouvera par cette harmonie, le moyen de pourvoir à son existance, et on verra renaître la tranquillité et l'abondance dans tous les ordres de la société.

Suivez-moi, Messieurs, un instant, et vous sentirez que le plan que je vous propose aujourd'hui, non-seulement réunit impérieusement et d'une manière invariable tous ces avantages, mais encore garantit de tous les inconvéniens auxquels on est toujours exposé, en se servant de moyens dont les effets sont incalculables.

En portant le fonds de la banque nationale à un milliard, tant en argent qu'en papier, divisé dans les quatre-vingt-trois départemens du royaume, en proportion de leur étendue et de leur commerce ; c'est, d'après des calculs fondés sur l'expérience, pourvoir à la masse des besoins du royaume.

Tout particulier qui se présentera, soit avec un titre d'immeubles, soit avec un titre de créance, en valeur reconnue par l'administration de chaque caisse, il lui sera prêté à raison de quatre et demi pour cent, les trois quarts de la valeur de son effet ; et aura la faculté, en servant les intérêts aux époques fixées, de jouir à sa volonté du prêt qui lui aura été fait.

Par ce moyen, toutes les entreprises possibles trouvant la facilité de se procurer des fonds à des intérêts justes, le commerce et l'industrie reprendront tout leur éclat.

Aucun payement ne pourra se faire sans donner le quart en

espèces, et le reste en billets de caisse ; et tous les payemens au-dessous de cent livres se feront en espèces ; ceux qui excéderont cette somme se feront en billets de cent livres et le reste en argent jusqu'à la somme de deux cents livres ; par cette sage précaution les besoins de la consommation ne seront jamais altérés par l'agiotage des espèces.

On doit sentir qu'en ne versant dans la circulation que la quantité de papier qui sera nécessaire aux besoins du commerce et des autres classes actives de la société, lorsque ce même papier deviendra inutile, il rentrera de lui-même dans les caisses des départemens, par les remboursemens des prêts.

On peut faire le choix de deux milliards de biens nationaux d'un bon rapport ; en divisant ces biens en autant de parties que les distances des lieux l'exigeront, en portions affermables dans chaque département ; et pour assurer la sûreté de la gestion de ces fermes, il sera fourni par chaque fermier un cautionnement de 5 pour cent en espèces, de l'estimation de la portion qui lui sera donnée à faire valoir, dont les baux se feront à l'enchère dans chaque département, ce qui produira en fonds d'avance sans intérêts, 100 millions ; premiers fonds en espèces de la banque nationale.

Il sera établi dans chaque département douze administrateurs, qui formeront ensemble 996, et qui déposeront en espèces 20 pour cent sur le milliard qui sera divisé dans les caisses des départemens, et tous en proportion de la somme qu'ils auront reçue de la caisse générale, pour les besoins de leur département, lesquels cautionnemens seront divisés entre les différentes places de confiance, lesquelles seront soumises à la conduite des administrateurs de leur département, ce qui fait 200 millions en espèces, qui joints avec les 100 millions des baux des biens nationaux, font une somme de 300 millions ; ce qui suffira pour entretenir la circulation de l'argent, et empêcher l'agiotage du papier. Il sera accordé pour gage à chaque administrateur et autres places de confiance pour

lesquelles on aura fourni cautionnement, 10 pour cent de l'intérêt de leur argent ;

Il sera prélevé une provision de demi pour cent pour les prêts d'une année, et d'un quart pour six mois et au-dessous.

Il sera accordé encore un droit pour le certificat de la purgation des hypothèques de 2 deniers pour livre, ce qui servira à payer les frais de commis et de bureaux.

Il restera donc net au produit de la caisse générale 4 pour cent sur le milliard, tant en espèces qu'en papiers mis en circulation ; ce qui fait 40 millions, dont dix font le fonds de la caisse d'amortissement permanente, avec l'extinction du viager et des pensions du clergé *. Les 30 autres millions feront le fonds d'une caisse extraordinaire pour les dépenses imprévues, fonds sur lequel, en cas de nécessité, on pourra mettre en avance 200 millions de billets-de caisse, lesquels billets seront successivement éteints chaque année par les 30 millions de l'excédent du produit de la banque nationale : on voit par là qu'on ne sera jamais exposé aux sacrifices qui mettent dans le cas de faire des emprunts.

Dans le cas encore où ces 30 millions ne seroient point employés faute de dépenses extraordinaires, ils seront divisés dans les différentes caisses pour produire, et y seront repris au besoin avec leur produit ; et chaque année il sera délivré un détail de la situation de chaque caisse.

Les avantages de cette opération sont : 1°. de fournir à une grande partie des frais d'administration de tous les départemens.

2°. De donner des états à une infinité de citoyens.

3°. De rembourser dans vingt ans au-delà de deux milliards, tant par la caisse d'amortissement permanente, que par les 30 millions de celle extraordinaire, et de conserver les fonds nationaux, dont le produit sert à payer les intérêts des rentes.

* Voyez le Tableau.

4°. De conserver à tous les créanciers de l'état un gage de leurs créances.

5°. De faire cesser l'usure d'une manière impérieuse en fournissant aux besoins de toutes les classes actives de la société.

6°. De détruire l'agiotage de tout genre, la confiance étant rétablie et la circulation des espèces entretenue.

7°. De ne pas renverser l'équilibre entre l'espèce et les marchandises, attendu que le numéraire qui sera mis en circulation n'excédera jamais les besoins.

8°. Enfin de ne pas exposer à une opération hazardeuse, puisqu'on en connoît l'étendue et les suites.

La facilité que donnera la banque nationale de se procurer des fonds à un intérêt modique, fournira les moyens d'acheter les biens nationaux qui ne sont que d'agrément, ou d'un moindre produit, et dont il est important de se défaire.

Je me borne à donner seulement l'idée de cette opération, vous laissant, Messieurs, les détails qui dépendent de vos divers arrangemens.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES.

Afin de simplifier les frais d'administration, on pourroit charger les bureaux des différens départemens de tous les services, tant de perception d'impôts, que des payemens des intérêts et charges publiques.

La majeure partie des impôts se payant dans les provinces en appoints, il faut enjoindre aux collecteurs de verser à la caisse des départemens, les trois quarts en argent ; par là on aura la facilité de soulager les consommateurs.

Pour éviter la contrefaction du papier-monnoie dans l'étendue du royaume, il seroit essentiel que chaque département donnât un signe particulier au papier dont il seroit chargé ; et de le changer tous les six mois, afin de tranquilliser le public sur les dangers de cet inconvénient.

Lorsque la balance sera sur le point de se terminer, et que les revenus, comparés avec les dépenses, seront de niveau, il sera essentiel de décréter la taxe de chaque impôt en tems de paix, et son augmentation en tems de guerre, afin de ne jamais laisser accroître la dette; cette sage précaution empêchera les contribuables d'élever des discussions et de se plaindre; ce qu'ils feroient sans doute, si à de pareilles époques on étoit obligé de décréter un nouvel impôt.

Il seroit encore essentiel de diviser les rentes que nous payons à l'étranger dans les départemens qui fournissent des marchandises au-dehors, la compensation empêcheroit l'exportation des espèces.

Il est constant que depuis bien des années, la balance du commerce de la France a considérablement perdu avec l'étranger; on le voit par la différence des changes; mais je suis convaincu que six mois après l'établissement de la banque nationale, ce désavantage aura cessé.

Enfin, Messieurs, que le mot de banque nationale ne vous effraye point, regardez là au contraire comme l'unique soutient du commerce et le seul établissement qui puisse faire baisser l'intérêt de l'argent et le maintenir à un taux modéré; elle n'est dangereuse que lorsqu'elle est administrée par des particuliers, mais dans les mains de la nation; elle est essentielle, je dis plus, sans elle jamais le commerce de France ne pourra se soutenir, encore bien moins s'élever au dégré de perfection dont il est susceptible: croyez-en le plus zélé citoyen qui a pour lui l'expérience, et qui s'exposeroit à tout s'il étoit question d'être utile à sa patrie. Il est encore bien des questions sur lesquelles j'aurois voulu vous entretenir: celle du commerce, tant du dehors que du dedans, a besoin d'une infinité de réformes et d'innovations; vous n'avez peut-être pas de plus beau domaine que celui-là, et vous alliez le perdre entièrement, tout en voulant lui être utile.

Réfléchissz donc, Messieurs, aux moyens que je soumets aujourd'hui à vos lumières ; comparez les différens projets les uns avec les autres, et vous vous déciderez sans doute pour le plus simple, et celui qui vous exposera à moins de hazards, méfiez-vous d'une opération qui produiroit de grands mouvemens : on ne peut plus arrêter un torrent quand la digue est renversée ; jugez des regrets que vous auriez si par une fausse opération vous alliez perdre le Royaume entier ; mais je m'allarme en vain, et il faudroit être méchant pour douter un instant de vos bonnes intentions.

DE CALONNE.

CAISSE D'AMORTISSEMENT PERMANENTE.

Années.	INTÉRÊTS DÉCROISSANS.	EXTINCTION du VIAGER et des PENSIONS du CLERGÉ.	REMBOURSEMENS ANNUELS.	SOMMES DES REMBOURSEMENS.
1791	*Néant.*	*Deux millions.*	12,000,000 l. s. d.	12,000,000 l. s. d.
1792	600,000 l. s. d.	*Idem.*	14,600,000	26,600,000
1793	1,330,000	*Idem.*	17,330,000	43,930.000
1794	2,196,500	*Idem.*	20,196,500	64,126,500
1795	3,206,325	*Idem.*	23,206,325	87,332,825
1796	4,366,641 5	*Idem.*	26,366,641 5	113,699,466 5
1797	5,684,973 6 4	*Idem.*	29,684,973 6 3	143,384,439 11 3
1798	7,169,221 19 7	*Idem.*	33,169,221 19 7	176,553 661 10 10
1799	8,827,683 1 7	*Idem.*	36,827,683 1 7	213,381,344 12 5
1800	10,669,069 4 8	*Idem.*	40,669,067 4 8	254,050,411 17 1
1801	12,702,520 11 10	*Idem.*	44,702,520 11 10	298,752,932 8 11
1802	14,937 646 12 5	*Idem.*	48,937,646 12 5	347,690,579 1 4
1803	17,384,528 19	*Idem.*	53,384,528 19	401,075,108 4
1804	20,053,755 8	*Idem.*	58,053,755 8	459,128,863 8 4
1805	22,956,443 3 5	*Idem.*	62,956,443 3 5	522,085,306 11 9
1806	26,104,265 6 7	*Idem.*	68,104,265 6 7	590,189.571 18 4
1807	29,509,478 11 11	*Idem.*	73,509,478 11 11	663,699,050 10 3
1808	33,184,952 10 6	*Idem.*	79,184,952 10 6	742,884,003 9
1809	39,144,200 3	*Idem.*	85,144,200 3	828,028,203 3
1810	41,401,410 3 2	*Idem.*	91,401,410 3 2	919,429,613 6 11

fc